

ÉNONCÉ DE POLITIQUE DU
SCFP SUR NOS VILLAGES
ET NOS VILLES

*Au coeur de l'action :
Reprendre
le contrôle de
nos collectivités*

SCFP
Au coeur de l'action

Congrès national du SCFP • Vancouver, 19-23 novembre 2001

Ce sont nos villages et nos villes qui ressentent le plus intensément les répercussions de la mondialisation, du transfert des responsabilités aux niveaux locaux, des compressions, de la restructuration et des fusions – et cela signifie que le SCFP doit trouver une nouvelle façon de relever les nouveaux défis auxquels font face nos collectivités.

Depuis toujours, nous défendons avec fierté nos collectivités et nous avons toujours joué un rôle clé pour veiller à ce que les municipalités répondent aux besoins de leurs citoyennes et citoyens et servent leurs intérêts. Maintenant, nous devons construire à partir de nos réalisations et de nos forces. Dans les années qui viennent, les moyens d'action et la résistance communautaires doivent devenir une stratégie très explicite pour le SCFP.

En tant que syndicat national composé de 2 300 sections locales, le SCFP représente des travailleuses et travailleurs qui offrent des services publics à la base. Nos membres vivent et travaillent dans des collectivités urbaines et rurales. Notre syndicat se trouve ainsi dans une position unique et stratégique pour affronter les privatiseurs et lutter pour la démocratie et la responsabilité locales.

Maintenant, nous devons construire à partir de nos réalisations et de nos forces. Dans les années qui viennent, les moyens d'action et la résistance communautaires doivent devenir une stratégie très explicite pour le SCFP.

Les pressions imposées aux villes, villages et collectivités par les intérêts des grandes entreprises et par les gouvernements de droite sont intenses et croissantes, entre autres pour :

- privatiser des services publics clés ;
- vendre des ressources naturelles vitales ;
- polluer pour faire du profit ;
- ignorer des besoins sociaux critiques ;
- exploiter des projets de développement qui accroissent l'étalement urbain ;
- se comporter comme des entreprises ;
- éliminer des emplois, les salaires équitables et le droit de faire la grève.
- blâmer les pauvres et nos citoyennes et citoyens les plus vulnérables pour leur situation et discriminer contre celles et ceux que l'on considère « différents ».

Nous pouvons faire des progrès et obtenir des demandes particulières au niveau local, parce que nous nous sommes mobilisés et parce que nous avons remporté des luttes dans le passé. Nous pouvons le faire encore avec les nouveaux enjeux. Nous pouvons agir pour améliorer le niveau de vie dans les villes et villages d'un océan à l'autre. Et nous pouvons aussi remporter des victoires

dans des enjeux plus larges – comme le libre-échange – si nous résistons et que nous nous mobilisons dans nos collectivités.

C'est en créant des collectivités durables, saines et de qualité, soutenues par des services publics dynamiques et en croissance que nous pourrions résister aux politiques de droite qui nous sont imposées aujourd'hui. Il faut édifier un militantisme fort et lutter pour la démocratie au travail et dans la collectivité.

NOS COLLECTIVITÉS CHANGENT

De plus en plus, nos villes et villages se réorientent en fonction du commerce avec les États-Unis plutôt qu'avec d'autres collectivités du Canada et du Québec. Les accords commerciaux internationaux et régionaux servent à renforcer des sociétés déjà très puissantes. L'argent public est utilisé pour favoriser l'intégration nord-sud, par exemple en construisant ce qu'ils appellent l'« autoroute de l'ALÉNA » qui facilite le commerce des biens entre le sud de l'Ontario industrialisé et les É.-U.

Les compressions imposées aux programmes fédéraux et provinciaux, le transfert des responsabilités aux municipalités, la détérioration de l'infrastructure, la perte de contrôle local, les revenus stagnants ou en déclin, les pressions imposées par la privatisation et les fusions et les unifications provoquent des changements à grande échelle et inquiétants dans les lieux où nous vivons et travaillons.

La qualité de la vie dans nos villes et villages décline. La violence créée par l'itinérance, le racisme, l'homophobie et la violence est en hausse. Il y a eu une hausse alarmante des suicides chez les jeunes des communautés autochtones. De nombreuses villes manquent désespérément de logements salubres. Les services utilitaires publics ont besoin d'être rénovés dans de nombreuses collectivités. Des réductions ont été imposées aux services comme la gestion de déchets, les services aux

familles, les bibliothèques et les loisirs. Des écoles ferment et celles qui restent ouvertes sont surpeuplées. L'accès aux services de santé d'urgence est restreint et le transport en commun est insuffisant.

La privatisation par une utilisation non réglementée des terrains (incluant l'étalement urbain) a eu des conséquences négatives sérieuses sur l'économie, l'environnement et la société. C'est une mauvaise façon d'utiliser le territoire. L'étalement en fonction du

marché détruit les collectivités, draine les ressources et contribue à accroître la dépendance envers l'automobile. Il mine les efforts entrepris pour améliorer la qualité de l'air et de l'eau et conserver l'énergie, et accroît la pression sur les systèmes publics de transport.

Les villes rurales doivent également lutter pour maintenir leurs services. La pression est immense pour en faire de plus en plus avec de moins en moins de ressources. Celles et ceux qui vivent dans les régions rurales doivent se passer des services essentiels, ou franchir d'immenses distances pour y avoir accès. Les emplois sont rares et les jeunes sont souvent obligés de quitter la collectivité pour trouver du travail ailleurs.

Ce déclin n'est **pas** inévitable. Nous pouvons résister à la privatisation et à la perte des services et nous mobiliser pour améliorer notre qualité de vie.

La qualité de la vie dans nos villes et villages décline. Ce déclin n'est pas inévitable. Nous pouvons résister à la privatisation et à la perte des services et nous mobiliser pour améliorer notre qualité de vie.

NOTRE TRAVAIL CHANGE

Nos villes, villages et comtés ruraux subissent des pressions incroyables pour commercialiser et privatiser tous les services publics. La transformation des municipalités en entreprises entraîne des problèmes majeurs pour les travailleuses et travailleurs municipaux et pour les citoyennes et citoyens.

Beaucoup de travailleuses et travailleurs municipaux sont aux prises avec des changements immenses au travail à mesure que nos employeurs se fusionnent et que la prestation des services publics se réorganise et diminue dans la course pour réduire les budgets et minimiser la dette publique. Trop souvent, nos membres font face à des diminutions de services et à des suppressions d'emplois. En même temps, nous devons composer avec des employeurs qui nous imposent de nouvelles tâches. Le résultat, c'est qu'un personnel réduit doit faire plus de travail, ce qui entraîne des problèmes majeurs de charge de travail pour les travailleuses et travailleurs. En outre, les employeurs tentent constamment de privatiser les services et de donner notre travail à une main-d'œuvre non syndiquée et mal payée.

Nos employeurs réorganisent nos lieux de travail et les services que nous offrons en ne nous consultant que peu ou pas en tant que travailleuses et travailleurs, et en ne consultant pas davantage les personnes qui utilisent nos services. Cette absence de contrôle démocratique donne de mauvais résultats qui sont souvent moins économiques en

bout de ligne. Par exemple, les conseils municipaux croient qu'ils peuvent tout simplement transférer l'exploitation et la propriété des systèmes locaux d'épuration des eaux usées et de distribution de l'eau potable au secteur privé, sans débat public ou presque, même s'il en coûtera des millions et que nous perdrons un actif public précieux qui a été payé par les taxes et les impôts des citoyennes et citoyens.

En outre, la population se fait répéter sans arrêt que les services que nous offrons sont inefficaces, que les travailleuses et travailleurs du secteur public se la coulent douce et que le secteur privé est intrinsèquement supérieur. À mesure que la qualité de nos services publics diminue à cause des compressions, la population éprouve moins de confiance et de respect pour ces services et pour les gens qui les dispensent.

Mais même si les dés semblent pipés, nous avons eu notre part de victoires. Lorsque les sections locales du SFCP se sont vigoureusement opposées à la privatisation et aux réductions budgétaires et de services, nous avons souvent pu susciter l'appui de la population et maintenir et améliorer les services communautaires. Nous devons continuer de tirer profit de nos succès.

Les services publics sont essentiels à la démocratie locale. Nous avons besoin de la propriété publique pour permettre aux citoyennes et citoyens d'exercer un certain contrôle sur leur eau, leur électricité, leurs routes et leurs services humains et sociaux. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il est vital de conserver ces services dans le secteur public pour maintenir des collectivités fortes et saines.

CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE ET RESPONSABILISATION

Les services publics sont essentiels à la démocratie locale. Nous avons besoin de la propriété publique pour permettre aux citoyennes et citoyens d'exercer un certain contrôle sur leur eau, leur électricité, leurs routes et leurs services humains et sociaux. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il est vital de conserver ces services dans le secteur public pour maintenir des collectivités fortes et saines.

Toutes les formes d'autorité locale doivent devenir plus responsables. Les municipalités ne doivent pas être réduites à fonctionner comme des entreprises pour qui les citoyennes et citoyens sont des clients et des consommateurs. Parce qu'elles sont le niveau de gouvernement qui est le plus près des gens, les municipalités occupent une position privilégiée. Les femmes et hommes politiques municipaux peuvent se brancher de façon immédiate aux besoins quotidiens des collectivités et de leurs citoyennes et citoyens. Les municipalités peuvent jouer un rôle dans la revalorisation des notions de citoyenneté et de notre richesse commune. La gouvernance locale, fortement guidée par une véritable démocratie et par une véritable responsabilité, doit être la pierre angulaire de notre plan d'action communautaire. Nous devons travailler à faire élire des représentantes et représentants des travailleuses et travailleurs aux conseils locaux, accroître les mesures qui permettent la participation des citoyennes et citoyens et veiller à ce que notre voix soit entendue aux nombreux paliers de gouvernance municipale.

Nous devons reprendre le contrôle des services que nous avons perdus, mais aussi moderniser les services locaux pour permettre aux collectivités de répondre à leurs besoins nouveaux, diversifiés et en constante évolution.

Mais conserver les services publics ne suffit pas. Nous devons insister pour une participation publique et communautaire plus grande aux instances gouvernementales locales. Mais cela devient plus difficile avec la croissance des gouvernements locaux qui se fusionnent et avec la croissance de la population.

Un accès accru à un éventail plus large de services publics permettra d'améliorer la qualité de la vie dans nos collectivités urbaines et rurales. Nous devons reprendre le contrôle des services que nous avons perdus, mais aussi moderniser les services locaux pour permettre aux collectivités de répondre à leurs besoins nouveaux, diversifiés et en constante évolution.

L'AUTORITÉ LOCALE

L'autorité locale est en train d'être minée par des accords commerciaux qui procurent des pouvoirs extraordinaires aux entreprises, en particulier aux entreprises étrangères. L'opposition aux accords de libre-échange fait partie intégrante de notre programme pour des collectivités plus fortes et plus saines.

Nos villes et villages ont besoin d'une autorité juridique et législative accrue pour agir dans l'intérêt de leurs citoyennes et citoyens et protéger nos collectivités. Ils ne peuvent pas fonctionner correctement sans l'autorité juridique et législative voulue pour décider de la façon d'assumer leurs responsabilités croissantes. Certaines nouvelles mégavilles sont plus grandes que des provinces, mais les lois provinciales n'accordent aux municipalités que des pouvoirs très limités.

LE FINANCEMENT DE NOS COLLECTIVITÉS

L'assiette de l'impôt foncier est insuffisante comme source majeure de financement des services municipaux. Parce que l'impôt foncier n'est pas lié au revenu, il est régressif et impose un fardeau plus lourd sur celles et ceux dont les revenus sont faibles ou moyens.

Nous devons élargir les sources de revenu offertes aux gouvernements locaux afin de leur permettre de soutenir et d'investir dans le large éventail de services publics dont ont besoin nos collectivités. Les gouvernements locaux devraient recevoir une part de l'impôt sur le revenu prélevé par les gouvernements fédéral et provinciaux. D'autres taxes, comme celle sur l'essence, devraient être partagées pour financer les infrastructures et la réfection des routes.

Ils ont aussi besoin d'une importante injection de capitaux pour reconstruire notre infrastructure sociale et physique. Nos régimes de retraite, tout comme le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec doivent être utilisés pour investir dans les services publics et l'infrastructure publique :

- en détenant davantage d'obligations municipales et provinciales ;
- en appuyant des investissements économiquement ciblés comme le logement et les établissements de soins prolongés ;
- en faisant pression pour que le fonds de réserve du RPC soit investi dans des projets d'infrastructure (rénovation et nouvelles constructions), comme c'était le cas jusqu'en 1998.

DES COLLECTIVITÉS PLUS VERTES

La protection et la durabilité de l'environnement sont des conditions nécessaires à la santé des collectivités.

Nous devons mettre fin au déversement transfrontalier de déchets toxiques. Nous devons travailler avec des environnementalistes et des citoyennes et citoyens préoccupés par la question à trouver des façons sûres de réduire et d'éliminer les déchets toxiques. La solution ne consiste pas à expédier les déchets toxiques vers une autre collectivité où les règlements en matière d'environnement sont moins stricts. Et une fois que nous aurons commencé à les expédier au-delà des frontières en Amérique du Nord, les sociétés peuvent invoquer les droits qui leur sont conférés en vertu de l'ALÉNA pour exiger un accès permanent à cette façon économique de se débarrasser de leurs déchets.

Le racisme environnemental – comme le déversement de déchets toxiques sur des terres autochtones ou celles d'autres collectivités marginalisées – doit être dénoncé et contesté.

Nous devons exiger la mise en œuvre d'un plan énergétique d'investissement public dans les secteurs suivants :

- les installations de distribution de l'eau potable et de traitement des eaux usées ;
- la rénovation du système énergétique des édifices publics pour économiser de l'argent et conserver l'énergie ;
- l'amélioration des transports en commun pour réduire l'émission de gaz à effet de serre et les embouteillages sur nos routes, entre autres.

LA DIVERSITÉ DANS NOS COLLECTIVITÉS

Beaucoup de groupes ne sont pas bien servis par nos collectivités. Corriger ces inégalités doit être prioritaire.

- Les inégalités raciales sont particulièrement prononcées dans beaucoup de centres urbains. Les services publics peuvent jouer un rôle vital pour répondre aux divers besoins de nos collectivités.
- Nous devons mettre en place des programmes communautaires et des politiques efficaces pour contrer l'homophobie et le racisme.
- Nous devons répondre aux besoins des pauvres et des sans abri. Nous avons désespérément besoin d'un nombre plus grand de logements publics à coût abordable. Les lois sur le contrôle des loyers sont un outil important pour améliorer l'accès au logement à prix abordable.
- Il est essentiel d'investir davantage dans des centres communautaires et dans des programmes municipaux de loisirs pour les jeunes, en particulier celles et ceux des quartiers plus pauvres. Les études démontrent que le fait de négliger maintenant les besoins des jeunes en matière de loisirs nous coûtera beaucoup plus cher à long terme.
- Les jeunes doivent participer plus directement à l'administration des collectivités, et cela inclut une participation directe au processus décisionnel. La participation communautaire est l'une des bases d'un avenir meilleur.
- Les politiques en matière d'immigration doivent être surveillées et nous devons lutter pour la mise en œuvre de politiques qui

favorisent la diversité dans les communautés.

- L'investissement dans les programmes de développement de la petite enfance aide tous les membres de la famille et est essentiel à la réduction des inégalités sociales et économiques, en plus de donner à nos enfants un bon départ dans la vie.
- Nous devons investir dans des changements qui rendront nos collectivités plus accessibles aux personnes handicapées.

RÉFORMES EN MATIÈRE DE MAINTIEN DE L'ORDRE

Nous avons aussi besoin de réformes

majeures au système de justice pénale et aux politiques et pratiques en matière de maintien de l'ordre. Nous devons nous mobiliser contre la brutalité et les traitements discriminatoires infligés à celles et ceux qui vivent soi-disant en marge de la société. Les personnes de couleur et les personnes autochtones ont été particulièrement visées – tout

Les inégalités raciales sont particulièrement prononcées dans beaucoup de centres urbains. Les services publics peuvent jouer un rôle vital pour répondre aux divers besoins de nos collectivités.

comme les femmes pauvres et les jeunes pauvres. La violence envers les gais est un problème reconnu dans de nombreuses collectivités. Les pratiques policières qui fondent le potentiel criminel sur la race d'une personne ne doivent pas être tolérées.

Le système de justice pénale et les forces de police doivent être tenus directement responsables de leurs politiques et de leurs gestes. Ils doivent reconnaître la discrimination systémique qui entraîne des abus à l'égard d'un nombre disproportionné de personnes autochtones et de personnes de couleur et les mène en prison.

DES EMPLOIS DANS NOS COLLECTIVITÉS

La négociation collective et nos conventions collectives jouent un rôle vital dans la lutte contre la privatisation et dans la création de bons emplois bien payés pour les travailleuses et travailleurs locaux. Les avantages des bons emplois doivent être partagés largement dans nos collectivités. La négociation de clauses solides et de bons salaires a un effet positif sur les collectivités.

Nous devons continuer de négocier des clauses contre la sous-traitance. Et nous devons aussi négocier des dispositions de convention collective pour rapatrier à l'interne le travail qui a été donné en sous-traitance.

À un niveau local, nous devons cerner des domaines de travail qui devraient être rapatriés et recueillir des faits et des arguments persuasifs. Nous devons élaborer des propositions concrètes et travailler à les mettre en œuvre avec nos alliés. Un certain nombre de sections locales du SCFP ont réalisé des percées significatives dans la question du rapatriement du travail donné en sous-traitance à l'interne. Et la Direction du développement syndical offre maintenant un nouvel atelier pour inciter les sections locales du SCFP à ramener le travail à l'interne.

Nous devons également :

- Exiger des politiques salariales pour les organismes du secteur public afin qu'un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs dans la collectivité puissent jouir de salaires plus élevés. Une politique

salariale équitable signifie que toute entreprise qui détient un contrat avec un organisme public local doit garantir qu'elle offre à ses travailleuses et travailleurs des salaires conformes aux politiques municipales. Nous nous engagerons à faire de la recherche sur les politiques salariales équitables, que nous pourrions distribuer à nos sections locales.

- Faire pression pour l'adoption de mesures qui feront en sorte que la main-d'œuvre de nos employeurs reflète toute la diversité raciale et ethnique de nos collectivités.
- Défendre des politiques d'équité en matière d'emploi pour toute la collectivité. Cela signifie que toute entreprise qui fait des « affaires » avec les municipalités ou avec des organismes du secteur public devra démontrer que sa main-d'œuvre est représentative de la diversité de nos collectivités.

La négociation collective et nos conventions collectives jouent un rôle vital dans la lutte contre la privatisation et dans la création de bons emplois bien payés pour les travailleuses et travailleurs locaux.

REPRENDRE LE CONTRÔLE DE NOS COLLECTIVITÉS

Pour concrétiser notre vision de la collectivité, nous devons faire du militantisme et nous mobiliser, collectivité par collectivité, comme jamais auparavant. Nous devons :

- Être sur un pied d'alerte communautaire. Nous pouvons entre autres former des comités « La collectivité, ça marche ! » ou « Collectivité aux aguets » avec nos partenaires et alliés sociaux. Nous devons empêcher que nos collectivités ne s'érodent davantage, mais nous devons également prendre l'offensive. Pour gagner, nous devons être beaucoup plus coordonnés et actifs au niveau local et édifier des alliances larges avec des groupes qui

travaillent déjà incroyablement fort pour faire de nos collectivités de meilleurs endroits où vivre.

- **Travailler en coalition avec d'autres pour agir politiquement dans nos collectivités.** Nous devons repérer nos alliés et travailler avec eux pendant les élections et entre les élections. Nous devons édifier un large éventail d'appuis dans des luttes qui visent à revitaliser nos collectivités et à promouvoir des services publics plus nombreux et de meilleure qualité.
- **Faire les liens entre ce qui se passe dans nos collectivités et la mondialisation, et trouver des façons de nous mobiliser rapidement et efficacement lorsque le bien-être de nos villes et villages est menacé.** Par exemple, en partie grâce au travail de nos sections locales municipales et au SCFP national, plus de 55 municipalités ont adopté des résolutions demandant au gouvernement fédéral de les protéger contre les accords commerciaux. Ce mouvement est devenu un problème majeur pour le ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Canada et notre soutien actif à l'opposition municipale au libre-échange doit continuer.
- **Pendant les élections locales :** Nous réussissons beaucoup mieux à trouver et à faire élire des candidates et candidats progressistes dans les élections locales qu'à tout autre niveau de gouvernement. Les élections locales méritent tout autant notre attention – sinon plus – que les élections provinciales et fédérales. Nous pouvons édifier un soutien public large aux candidates et candidats progressistes et aux enjeux clés.
- **Entre les élections :** Notre travail politique doit se poursuivre pendant toute l'année et nous devons travailler avec d'autres groupes. Nous devons demeurer en communication constante avec les femmes et hommes politiques et les fonctionnaires locaux afin de faire du lobbying pour le genre de changements que nous voulons voir mis en œuvre dans nos collectivités. Nous devons trouver des façons de maintenir la pression sur les femmes et hommes politiques et sur les bureaucrates, et nous devons surveiller le travail des comités et réunions du conseil pour être au courant des enjeux nouveaux.
- **Participer activement aux commissions et conseils locaux.** Nous devons veiller à ce que les militantes et militants du SCFP participent aux structures décisionnelles locales. Nous devons sensibiliser les membres des conseils et commissions aux avantages des services publics, en leur expliquant entre autres que les services publics sont plus économiques que les services privatisés.
- **Renforcer la participation des conseils régionaux du SCFP et des conseils du travail locaux et insister pour qu'ils se mobilisent au niveau communautaire.** Certains conseils du travail et conseils régionaux du SCFP font un travail d'organisation communautaire extraordinaire. Nous devons atteindre ce même niveau de militantisme dans chaque collectivité.

- Surveiller les changements aux lois municipales et provinciales pour évaluer leurs conséquences sur nos lieux de travail et nos collectivités. Nous devons faire du lobbying pour préserver et accroître les droits des travailleuses et travailleurs dans nos collectivités. En incitant les conseils municipaux à déclarer des journées officielles des travailleuses et travailleurs municipaux, nous aiderons à attirer l'attention sur l'importance du rôle joué par les travailleuses et travailleurs du SCFP dans la création de collectivités saines et sans danger.
- Consacrer des ressources à un grand projet national. Ce projet comprendra des campagnes locales, provinciales et nationales destinées à faire progresser notre programme pour des collectivités meilleures et plus saines, notamment :
 - arrêter la privatisation et la sous-traitance des services
 - accroître les services publics dans les collectivités
 - inciter les municipalités et les collectivités à dire « non » aux accords de libre-échange
 - négocier de bons salaires, l'équité en matière d'emploi et un plus grand nombre d'emplois du secteur public dans nos collectivités
 - lutter contre le racisme et l'homophobie sous toutes leurs formes
 - reconstruire l'infrastructure communautaire grâce à des investissements publics majeurs, incluant l'investissement des régimes de retraite publics
- reprendre le contrôle de nos régimes de retraite afin de les investir dans le secteur public, y compris dans le logement public, des systèmes d'épuration des eaux usées et de distribution de l'eau potable, le transport en commun et d'autres projets qui favoriseront le développement durable
- veiller à répondre aux besoins de toutes les familles – sous toutes leurs différentes formes. Cela inclut les programmes de garderies et les programmes de soutien aux personnes âgées et aux personnes atteintes de déficiences.

Il est temps que nous fassions la démonstration de la puissance de notre vision et des solutions concrètes que nous avons mises au point pour transformer nos collectivités en lieux sains – des lieux où les citoyennes et citoyens ont leur mot à dire sur leur vie, des lieux exempts de racisme, d'homophobie, de pauvreté et de violence, des lieux où les travailleuses et travailleurs gagnent des salaires acceptables et sont syndiqués, des lieux où les familles de tous genres peuvent s'épanouir, des lieux où ce sont les gens – et non les profits – qui sont importants.

